



75th session of the General Assembly

Intergovernmental Negotiations on Security Council Reform

New York, 25 janvier 2020

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

La Suisse vous remercie pour la convocation de la présente séance. Nous félicitons les Ambassadrices Alya Al-Thani du Qatar et Joanna Wronecka de Pologne d'assumer l'importante responsabilité de conduire nos travaux pendant cette session.

La question de la réforme du Conseil de sécurité gagne en urgence face au contexte international tendu et à l'ampleur des défis communs auxquels nous faisons face, des effets de la pandémie de la COVID-19 au changement climatique, en passant par les répercussions des inégalités et des violations des droits de l'homme sur les trois piliers de notre organisation. Une réponse multilatérale cohérente à ces défis ne peut faire l'économie d'un Conseil de sécurité plus représentatif et efficace.

La Déclaration politique adoptée par consensus à l'occasion des commémorations du 75^e anniversaire de l'ONU a rappelé l'importance d'une réforme des trois principaux organes des Nations Unies. Tous les Etats membres ont convenu de donner un nouveau souffle aux discussions sur la réforme du Conseil de sécurité. La présente session de l'IGN représente donc une occasion unique de tirer parti de ce *momentum*.

Madame la Présidente,

Permettez-moi – comme suggéré dans votre invitation - d'aborder certains points propres à la question de la représentation régionale :

D'une manière générale, la Suisse est en faveur d'un élargissement du Conseil de sécurité. La réalité internationale de 2021 ne correspond plus, loin s'en faut, à celle de 1965, année où le Conseil a pour la dernière fois été élargi. L'élargissement du Conseil devrait offrir une meilleure représentation, à commencer par le continent africain. En déterminant les termes d'un élargissement et d'une meilleure représentativité du Conseil de sécurité, il convient pourtant de veiller à ne pas imposer l'ordre mondial actuel pendant des décennies.

Nous notons avec satisfaction que le principe-même d'un élargissement du Conseil ne fait pas débat. Nous encourageons donc les délégations à se focaliser sur les points de convergence plutôt que de divergence.

Pour tenter de remédier aux différences existantes par rapport aux modalités de l'élargissement et aux catégories de membres concernées, la Suisse est en faveur d'une troisième catégorie d'un nombre très limité de sièges non permanents mais renouvelables. Une telle catégorie permettrait aux principaux acteurs régionaux d'occuper une position à plus long terme au sein du Conseil de sécurité. Chaque mandat devrait être suffisamment long pour permettre le renforcement des connaissances institutionnelles et pour éviter une campagne permanente en vue de la réélection – en d'autres termes : au moins cinq et un maximum de dix ans.

Madame la Présidente,

La Suisse continuera à jouer un rôle constructif dans l'ensemble des discussions sur les réformes en vue d'une plus grande efficacité des organes des Nations Unies. Notre priorité, c'est un engagement pour des méthodes de travail qui assurent un fonctionnement aussi efficace, transparent et inclusif que possible du Conseil, tout en renforçant les mécanismes de redevabilité vis-à-vis de l'Assemblée générale. C'est

pourquoi nous le considérons un honneur de pouvoir travailler avec nos partenaires du groupe *Accountability, Coherence and Transparency (ACT)* sur ces sujets.

La Suisse s'engage de manière déterminée pour que l'Assemblée générale puisse remplir le rôle qui lui revient dans les affaires les plus importantes pour notre organisation, comme par exemple le processus de sélection et de désignation du Secrétaire général en cours. Quel que soit le nombre de candidats, il est impératif de garantir un processus inclusif, transparent et prévisible, en bâtissant sur les acquis de 2016.

Finalement, la Suisse soutient tout progrès dans les discussions sur la réforme du Conseil de sécurité, y inclus dans le cadre de l'IGN. Le rôle et l'autorité de l'IGN dépendent de ce que veulent bien en faire les Etats membres et de la bonne foi dont ils témoignent dans la recherche de compromis.

Je vous remercie.